

Les annonces présidentielles laissent les partenaires sociaux dubitatifs

Par  [Wladimir Garcin-Berson \(http://plus.lefigaro.fr/page/wladimir-garcin\)](http://plus.lefigaro.fr/page/wladimir-garcin) | Mis à jour le 26/04/2019 à 15:44 / Publié le

26/04/2019 à 10:25



Après la conférence de presse d'Emmanuel Macron, Laurent Berger reste optimiste, quand la CGT se montre bien plus offensive. *Iudovic MARIN / AFP, Sébastien SORIANO / Le Figaro et François BOUCHON / Le Figaro*

L'opinion publique et l'opposition ne sont pas les seuls à se montrer méfiants, au lendemain des annonces d'Emmanuel Macron: la plupart des organisations syndicales restent sur le qui-vive en attendant de connaître le détail de la mise en oeuvre des projets présidentiels.

Emmanuel Macron le savait: ses annonces ne pourraient satisfaire toutes les revendications, (<http://www.lefigaro.fr/economie/le-scan-eco/macron-a-t-il-accorde-aux-gilets-jaunes-ce-qu-ils-demandaient-20190426>) et certaines demandes seraient nécessairement déçues. Et il semble que cette prédiction se soit bel et bien concrétisée: d'après un sondage (<http://www.lefigaro.fr/politique/63-des-francais-n-ont-pas-trouve-macron-convaincant-20190425>) réalisé pour *Le Figaro*, *RTL* et *LCI*, 63% des Français n'ont pas trouvé la prestation du président de la République convaincante. Les citoyens ne sont d'ailleurs pas les seuls à se montrer dubitatifs: au lendemain de la conférence de presse, et à la veille d'un premier mai qu'ils promettent spectaculaire, la prestation du président de la République est jugée avec méfiance par la plupart des organisations représentatives des travailleurs.

Dans l'ensemble, celles-ci campent sur une posture mitigée: elles saluent des avancées, comme les aides accordées aux retraités (<http://www.lefigaro.fr/economie/le-scan-eco/decryptage/indexation-des-retraites-comment-macron-travestit-la-realite-a-son-avantage-20190426>) ou les clarifications sur l'organisation de la fonction publique, mais s'inquiètent parallèlement des manques - dont, au premier chef, l'écologie - et de certaines décisions prises par le chef de l'État. Un grand nombre d'entre elles déclare donc attendre de pied ferme le détail des annonces, afin de pouvoir juger sur pièce.

» **LIRE AUSSI - 15 millions de foyers fiscaux verront leurs impôts baisser en janvier 2020**

(<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/le-maire-15-millions-de-foyers-fiscaux-devraient-beneficier-des-baisses-d-impot-20190426>)

Emmanuel Macron veut réduire «significativement» l'impôt sur le revenu (<http://video.lefigaro.fr/figaro/video/emmanuel-macron-veut-reduire-significativement-l-impot-sur-le-revenu/6029927805001>) - Regarder sur Figaro Live

Sans surprise, les syndicats dits «révolutionnaires» sont les plus virulents. Dans un communiqué (<https://www.cgt.fr/actualites/france/services-publics-social/mobilisation/grand-debat-des-mesures-qui-ne-sont-pas-la>) publié dans la foulée de la conférence de presse, la CGT s'en prend à des mesures «qui ne sont pas à la hauteur des exigences» formulées par les opposants au gouvernement depuis plusieurs mois. Le syndicat estime que les conclusions présentées par Emmanuel Macron «génèrent à la fois colère, indignation» et susciteront de nouvelles mobilisations de protestation. La centrale de Montreuil regrette que «le patronat» et les «plus fortunés» ne soient pas davantage mis à contribution.

Mobilisée depuis des mois (<http://www.lefigaro.fr/social/2019/01/17/20011-20190117ARTFIG00340-la-cgt-appelle-a-faire-greve-pour-l-urgence-sociale-le-5-fevrier.php>) contre la politique du gouvernement, la CGT estime qu'il

subsiste un «gouffre énorme» entre les attentes des Français et la réponse du gouvernement: qualifiées de «cosmétiques», les annonces de l'exécutif ne suffiront pas, prédit le syndicat, qui martèle ses propositions, dont la revalorisation du smic, une politique de relance ou encore le développement des services publics. Le syndicat appelle donc les Français à battre le pavé le 1er mai pour «gagner des avancées contribuant au progrès social».

Même déception du côté du Syndicat des indépendants, qui représente les entreprises de moins de 20 salariés: «les annonces [...] ne répondent pas aux besoins qui ont été exprimées par les TPE lors du grand débat», écrit l'organisation dans un communiqué. Son secrétaire général, Marc Sanchez, explique que les professionnels, touchés par l'injustice fiscale, n'ont «pas le sentiment d'avoir reçu de réponse du président de la République».

» **LIRE AUSSI - Fonctionnaires: Macron prêt à renoncer aux 120.000 suppressions de postes**

(<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/fonctionnaires-macron-pret-a-renoncer-aux-120-000-suppressions-de-postes-20190425>)